

Questions orales

allocations familiales. Cela signifie, en ce qui concerne le revenu réel disponible durant le troisième trimestre de cette année, c'est-à-dire la période dont le député a fait mention, par rapport au troisième trimestre de l'an dernier, que le revenu personnel, réel et disponible par habitant était de 8 p. 100 supérieur à celui de l'an dernier.

M. Lawrence: Monsieur l'Orateur, je ne parlais pas du revenu disponible, mais du pouvoir d'achat. Il y a une différence. Puis-je poser ma question supplémentaire au ministre de l'Industrie et du Commerce? Comme, d'après les indices concernant le pouvoir d'achat réel, les Canadiens sont pris dans un véritable étouffement, le ministre aurait-il l'obligeance de demander à Statistique Canada de publier ces statistiques chaque mois au lieu de tous les six mois?

L'hon. Alastair Gillespie (ministre de l'Industrie et du Commerce): Monsieur l'Orateur, je suis disposé à signaler à Statistique Canada l'instance du député.

[Plus tard]

DEMANDE DE DÉBAT SUR LA QUESTION DES VENTES À PERTE DANS LES GRANDS MAGASINS

M. W. C. Scott (Victoria-Haliburton): Monsieur l'Orateur, ma question supplémentaire s'adresse au ministre de la Consommation et des Corporations. Vu que les prix élevés des aliments se maintiennent, le ministre va-t-il envisager de déposer aux fins d'un débat, le rapport sur la pratique des ventes à perte et les rabais malhonnêtes des grandes chaînes alimentaires puisque la dernière étude sur les critères des ventes à perte remonte au milieu des années 50?

L'hon. Herb Gray (ministre de la Consommation et des Corporations): Monsieur l'Orateur, c'est un sujet que la Chambre pourrait assurément examiner lors du débat et de l'étude du projet qui doit mettre en vigueur la première étape de notre nouvelle politique sur la concurrence.

LE PNB ET LE TAUX D'INFLATION—LES DONNÉES À LA PORTÉE DES MINISTRES POUR LES PRÉVISIONS

L'hon. Robert L. Stanfield (chef de l'opposition): Monsieur l'Orateur, ma question s'adresse au ministre des Finances qui, je crois, doit rencontrer ses homologues provinciaux le 24 ou le 25 janvier prochain, ou peut-être pendant ces deux jours. Le ministre envisage-t-il de présenter, lors de cette réunion, les prévisions pour l'année 1974 relatives à l'augmentation du produit national brut et à son incidence, sur le plan financier, pour le gouvernement du Canada et les provinces et relativement au taux d'inflation prévu ou projeté pour 1974?

L'hon. John N. Turner (ministre des Finances): Monsieur l'Orateur, depuis deux ou trois ans, au cours de ces réunions tenues par les ministres des Finances dans le but de comparer les prévisions budgétaires et, sur le plan fiscal, la situation des provinces et du gouvernement fédéral ainsi que la position monétaire du gouvernement fédéral, nous avons eu pour habitude—et il en sera de même en janvier prochain—d'échanger des opinions confidentielles—et des prévisions sur un certain nombre de points, en fonction d'une série de probabilités. Nous allons encore une fois échanger des opinions franches et confidentielles.

M. Stanfield: Le ministre est donc prêt à affirmer qu'il envisage de présenter des prévisions aux ministres des Finances des provinces, en ce qui concerne le produit national brut, le taux d'inflation et d'autres questions

[M. Turner (Ottawa-Carleton).]

connexes, mais il n'est pas disposé à transmettre ces renseignements à la Chambre?

M. Turner (Ottawa-Carleton): Ce n'est pas ainsi que je me suis exprimé, monsieur l'Orateur.

M. Fairweather: Le ministre lui-même a employé le terme confidentiel.

M. Turner (Ottawa-Carleton): Oui, c'est vrai. C'est ce que font tous les gouvernements afin d'avoir une vue d'ensemble de l'économie, sur le plan confidentiel, avant de présenter leurs exposés budgétaires, avant que je fasse un exposé budgétaire à la Chambre et avant que mes homologues provinciaux présentent leur budget. C'est pourquoi ces renseignements ne sont pas publiés. Nous le faisons afin de ne pas enfreindre les droits de chaque assemblée législative, ou du Parlement. L'une des difficultés, bien entendu, que pose la prévision de l'inflation pour l'année prochaine, et je l'ai fait remarquer à la Chambre, tient à des facteurs internationaux dont nous devons tenir compte, c'est-à-dire l'incertitude du prix du combustible, des marchandises mondiales et des produits agricoles.

* * *

L'AGRICULTURE

LES PROJETS DU GOUVERNEMENT POUR L'ACCROISSEMENT DE LA PRODUCTIVITÉ

M. H. W. Danforth (Kent-Essex): Monsieur l'Orateur, je voudrais m'adresser au ministre de l'Agriculture. Comme le ministre des Finances et le ministre de l'Agriculture ont indiqué que l'un de leurs moyens clés pour enrayer la hausse des prix des aliments au Canada est d'accroître la production au Canada, et comme il est maintenant évident que non seulement la hausse des prix n'a pas été ralentie mais que les Canadiens ne suffisent même pas à répondre à la demande nationale pour certains produits dont le beurre et le fromage à cause de la fermeture de fromageries et de beurreries, le ministre peut-il dire si le gouvernement envisage de prendre de nouvelles mesures pour encourager l'accroissement de la production nationale?

● (1530)

L'hon. E. F. Whelan (ministre de l'Agriculture): Monsieur l'Orateur, la prémisse de la question du député peut être juste dans le cas de certains produits agricoles mais, dans l'ensemble, la production agricole augmente au Canada. Nous avons exposé en septembre aux ministres provinciaux et lors d'autres rencontres qui ont eu lieu depuis—et nous nous réunirons de nouveau au début de janvier pour y mettre la dernière main—ces programmes de stabilisation des revenus agricoles au Canada. Je suis certain qu'ils assureront une augmentation de la production quand le bill sur la répartition de l'énergie aura été adopté et que ces gens pourront planifier la production, parce que nous aurons de l'énergie pour eux.

M. l'Orateur: A l'ordre. La présidence cédera la parole au député de Kent-Essex, puis au député de Fraser Valley-Ouest.

M. Danforth: Monsieur l'Orateur, peut-être le ministre voudra-t-il nous faire grâce de sa verve et répondre directement à ma question. Comme la production de toutes les denrées et marchandises au Canada est sérieusement affectée par l'augmentation des coûts de production dont le consommateur finit par écoper, que les engrais et le